**Paradis fiscal pour les uns, enfer social pour les autres…**

**Manifestons le 16 novembre**

En 2009, au lendemain de la crise des subprimes, Sarkozy martelait sur tous les tons que *« les paradis fiscaux, c’est terminé »*. Le candidat Hollande avait, à son tour, promis que, lui président, la lutte contre la fraude et l’évasion fiscale seraient une priorité. Résultat ? Les paradis fiscaux se portent toujours à merveille. Le Consortium international des journalistes d’investigation (ICIJ), regroupant 96 médias de 67 pays, a commencé à dévoiler le 5 novembre, 18 mois après les « Panama Papers », les « Paradise Papers », qui lèvent le voile sur des circuits planétaires d’optimisation fiscale. Ce sont ainsi près de 350 milliards d’euros qui seraient, selon *le Monde*, soustraits chaque année à la fiscalité des États (120 milliards par an pour l’Union européenne, dont environ 20 milliards pour la France).

**Le gouvernement est responsable**

Ces nouvelles révélations démontrent que les paradis fiscaux ne sont pas une anomalie mais bel et bien un rouage essentiel du système. Les stratagèmes fiscaux qui permettent aux ultra-riches et aux multinationales d’échapper à l’impôt sont inacceptables. Outre le fait qu’ils aggravent les déficits publics, ils servent également de prétexte pour détruire les services publics et la protection sociale, et renforcent l’injustice fiscale.

L’affaire des Paradise Papers montre que les Etats favorisent les plus grands « gangsters ». Au lieu de supprimer l’impôt sur la fortune et de baisser l’impôt sur les sociétés, il faut réquisitionner les banques et les multinationales qui pratiquent l’évasion fiscale.

**Le 16 novembre, manifestons contre Macron et son monde**

La grève est appelée par la CGT, Solidaires, FO et la FSU, donc par les principales organisations syndicales. Cette journée est indispensable, après les attaques contre le droit du travail, le gouvernement a embrayé avec la transformation de l’état d’urgence dans la loi, avec les attaques contre l’assurance chômage, les annonces contre les hôpitaux et contre le statut des cheminots puis l’attaque contre le bac et la mise en place de la sélection dans les universités.

La violence des attaques et leur rapidité sont inédites. Sans parler de la dégradation des conditions de vie et de travail, le chômage, les licenciements. La loi travail XXL adoptée par ordonnances impacte d’ailleurs les luttes contre les licenciements, dans lesquels les patrons ne se sentent plus de limite dans le mépris des salariéEs et de leurs organisations.

**Continuer à lutter… pour gagner**

Qu’on le veuille ou non, il est clair maintenant qu’on ne peut plus se contenter de lutter secteur par secteur, réforme par réforme, car tout se mêle. Cela ne signifie pas qu’il ne peut plus y avoir de lutte partielle, dans une entreprise ou une branche, mais que, pour gagner, il devient indispensable de s’inscrire dans un plan de bataille de l’ensemble du monde du travail contre le patronat et le gouvernement qui le sert.

La grève du 16 permettra également à la jeunesse de se mobiliser contre la politique du gouvernement, en luttant contre la sélection à l’entrée des universités. La jeunesse aura besoin d’aide pour se mobiliser, s’organiser et peut-être, en retour, imprimer une nouvelle dynamique à la lutte contre ce gouvernement.

(3296 signes)